



WORLD VISION ITALIA ONLUS

Rassegna Stampa del 27/05/2021

INDICE

WORLD VISION ITALIA ONLUS

27/05/2021 Le Figaro	4
Syrie : présidentielle sans suspense au milieu des ruines	
27/05/2021 Le Figaro	6
Syrie : Assad assuré d'être réélu au terme d'un scrutin sans valeur pour l'Occident	

WORLD VISION ITALIA ONLUS

2 articoli

Syrie : présidentielle sans suspense au milieu des ruines

À 55 ans, Bachar el-Assad entame un quatrième mandat à la tête d'un pays défiguré par la guerre et en ruines.

GeorGes Malbrunot @Malbrunot

"La population est à bout. S'il n'y avait pas eu le Covid et si les frontières avaient été ouvertes, beaucoup de Syriens seraient partis" un partisan du régime Bachar el-Assad sera réélu pour un quatrième mandat de sept ans à l'issue du scrutin qui s'est tenu mercredi dans les deux tiers du pays sous son contrôle, dix ans après le début de la guerre civile qui a tué près de 400 000 Syriens. Proche-orient Comme un pied de nez à tous ses ennemis qui l'avaient enterré trop tôt, Bachar el-Assad a voté mercredi matin en compagnie de son épouse Asma dans la Ghouta, un ex-bastion rebelle de la banlieue de Damas que le régime a repris en 2018, après l'avoir bombardé à la chlorine durant sa reconquête. Aux puissances occidentales qui considèrent que ce scrutin présidentiel «ne vaut rien», le raïs a répondu que «vos opinions ne valent rien, votre valeur équivaut à dix zéros ». Mardi dans un communiqué commun, les chefs de la diplomatie américaine, britannique, française, allemande et italienne avaient condamné une élection « ni libre, ni juste ». « Nous exhortons la communauté internationale à rejeter sans ambiguïté cette tentative du régime Assad pour retrouver une légitimité sans qu'il ne cesse ses graves violations des droits humains », ajoutait le communiqué. Seuls les habitants des régions sous le contrôle gouvernemental - environ les deux tiers du pays - ont voté. Quant aux millions de Syriens chassés de leur pays depuis 2011 et le début d'une guerre qui a coûté la vie à 380 000 personnes, seuls ceux qui disposaient de papiers encore en règle - donc pas les opposants - avaient pu voter ces derniers jours. Il n'y avait aucun suspense. Les deux adversaires d'Assad n'étaient que des faire-valoir: l'ex-ministre et parlementaire Abdallah Salloum Abdallah et un membre de l'opposition tolérée par le pouvoir, Mahmoud Mareï. À 55 ans, Bachar el-Assad est assuré de commencer un quatrième mandat de sept ans. « Les Syriens ont voté pour prêter allégeance à Bachar el-Assad et au système », résume l'analyste Fabrice Balanche de l'Université de Lyon 2. Selon lui, « Assad montre que les institutions fonctionnent à travers la tenue régulière des élections ». Sur ses affiches électorales, le candidat Assad, qui n'a tenu aucun meeting électoral mais a décrété une amnistie pour des milliers de prisonniers, se présentait comme l'homme de la reconstruction. Avec qui? Grâce à quel argent? Et comment soumettre son reliquat d'opposants? Autant de questions auxquelles Assad n'a pas encore de réponse. Dans le Nord-Est syrien, la région autonome kurde a ignoré le scrutin. Tout comme les trois millions d'habitants de la province d'Idlib au nord-ouest du pays, dernier grand bastion rebelle tenu par des djihadistes. À la dernière présidentielle de 2014, Assad avait obtenu 88% des voix et 73% de Syriens y avaient participé. Combien seront-ils, cette fois? Probablement autant. De nombreux Syriens préfèrent encore aller voter pour ne pas avoir d'ennuis avec les redoutés services de renseignements. Mais leurs préoccupations sont ailleurs. Ils sortent exténués de dix ans de guerre. Le scrutin intervient en plein marasme économique. La livre s'est dépréciée, à un niveau historiquement bas. L'inflation est galopante, et plus de 80% de la population vit dans la pauvreté, selon l'ONU. « Il faut qu'on en finisse avec cette crise, on ne peut plus continuer comme ça », se plaint un Damascène, partisan pourtant du régime. « La population est à bout. S'il n'y avait pas eu le Covid et si les frontières avaient été ouvertes,

beaucoup de Syriens seraient partis, ajoute-t-il, y compris des membres de la communauté alaouite », celle de Bachar el-Assad. La Syrie est soumise à d'implacables sanctions internationales, et Assad lui-même est un paria international. Dans ces conditions, de nombreux Syriens sont plus que sceptiques sur l'avenir de leur pays. Un pays condamné à rester sous cloche, qui rappelle l'Irak de Saddam Hussein, après l'embargo imposé par la communauté internationale à partir de 1990 et son invasion du Koweït. Mais pour Assad, la priorité était d'abord de survivre à une coalition d'ennemis soutenus par de nombreux pays occidentaux et arabes. Mais depuis quelque temps, le vent a un peu tourné, côté arabe, en tout cas. Après les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Algérie et la Jordanie, même l'Arabie saoudite, longtemps principal financier des insurgés, songe à renouer avec Damas. Le camp arabe s'inquiète de l'emprise d'acteurs non-arabes : iranien, mais aussi turc, sur la Syrie. Téhéran vient d'ouvrir un consulat à Alep, la grande ville du nord du pays. Quant à la Turquie, elle cogère à distance la région d'Idlib, où 13 000 de ses soldats sont stationnés. Mais entre ses soutiens russe et iranien, Assad a aussi besoin de l'argent du Golfe, tant le coût de la guerre est gigantesque: 1 000 milliards d'euros, selon l'ONG **World Vision**. Prix exorbitant d'une victoire à la Pyrrhus pour Bachar el-Assad.

Syrie : Assad assuré d'être réélu au terme d'un scrutin sans valeur pour l'Occident

À 55 ans, Bachar el-Assad entame un quatrième mandat à la tête d'un pays défiguré par la guerre et en ruines.

Georges Malbrunot @Malbrunot

"La population est à bout. S'il n'y avait pas eu le Covid et si les frontières avaient été ouvertes, beaucoup de Syriens seraient partis" un partisan du régime. From page 1 Proche-orient Comme un pied de nez à tous ses ennemis qui l'avaient enterré trop tôt, Bachar el-Assad a voté mercredi matin en compagnie de son épouse Asma dans la Ghouta, un ex-bastion rebelle de la banlieue de Damas que le régime a repris en 2018, après l'avoir bombardé à la chlorine durant sa reconquête. Aux puissances occidentales qui considèrent que ce scrutin présidentiel «ne vaut rien», le raïs a répondu que «vos opinions ne valent rien, votre valeur équivaut à dix zéros». Mardi dans un communiqué commun, les chefs de la diplomatie américaine, britannique, française, allemande et italienne avaient condamné une élection «ni libre, ni juste». «Nous exhortons la communauté internationale à rejeter sans ambiguïté cette tentative du régime Assad pour retrouver une légitimité sans qu'il ne cesse ses graves violations des droits humains», ajoutait le communiqué. Seuls les habitants des régions sous le contrôle gouvernemental - environ les deux tiers du pays- ont voté. Quant aux millions de Syriens chassés de leur pays depuis 2011 et le début d'une guerre qui a coûté la vie à 380 000 personnes, seuls ceux qui disposaient de papiers encore en règle - donc pas les opposants - avaient pu voter ces derniers jours. Il n'y avait aucun suspense. Les deux adversaires d'Assad n'étaient que des faire-valoir: l'ex-ministre et parlementaire Abdallah Salloum Abdallah et un membre de l'opposition tolérée par le pouvoir, Mahmoud Mareï. À 55 ans, Bachar el-Assad est assuré de commencer un quatrième mandat de sept ans. «Les Syriens ont voté pour prêter allégeance à Bachar el-Assad et au système», résume l'analyste Fabrice Balanche de l'Université de Lyon 2. Selon lui, «Assad montre que les institutions fonctionnent à travers la tenue régulière des élections». Sur ses affiches électorales, le candidat Assad, qui n'a tenu aucun meeting électoral mais a décrété une amnistie pour des milliers de prisonniers, se présentait comme l'homme de la reconstruction. Avec qui? Grâce à quel argent? Et comment soumettre son reliquat d'opposants? Autant de questions auxquelles Assad n'a pas encore de réponse. Dans le Nord-Est syrien, la région autonome kurde a ignoré le scrutin. Tout comme les trois millions d'habitants de la province d'Idlib au nord-ouest du pays, dernier grand bastion rebelle tenu par des djihadistes. À la dernière présidentielle de 2014, Assad avait obtenu 88% des voix et 73% de Syriens y avaient participé. Combien seront-ils, cette fois? Probablement autant. De nombreux Syriens préfèrent encore aller voter pour ne pas avoir d'ennuis avec les redoutés services de renseignements. Mais leurs préoccupations sont ailleurs. Ils sortent exténués de dix ans de guerre. Le scrutin intervient en plein marasme économique. La livre s'est dépréciée, à un niveau historiquement bas. L'inflation est galopante, et plus de 80% de la population vit dans la pauvreté, selon l'ONU. «Il faut qu'on en finisse avec cette crise, on ne peut plus continuer comme ça», se plaint un Damascène, partisan pourtant du régime. «La population est à bout. S'il n'y avait pas eu le Covid et si les frontières avaient été ouvertes, beaucoup de Syriens seraient partis, ajoute-t-il, y compris des membres de la communauté alaouite», celle de Bachar el-Assad. La Syrie est soumise à d'implacables sanctions internationales, et Assad lui-même est un paria international. Dans

ces conditions, de nombreux Syriens sont plus que sceptiques sur l'avenir de leur pays. Un pays condamné à rester sous cloche, qui rappelle l'Irak de Saddam Hussein, après l'embargo imposé par la communauté internationale à partir de 1990 et son invasion du Koweït. Mais pour Assad, la priorité était d'abord de survivre à une coalition d'ennemis soutenus par de nombreux pays occidentaux et arabes. Mais depuis quelque temps, le vent a un peu tourné, côté arabe, en tout cas. Après les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Algérie et la Jordanie, même l'Arabie saoudite, longtemps principal financier des insurgés, songe à renouer avec Damas. Le camp arabe s'inquiète de l'emprise d'acteurs non-arabes : iranien, mais aussi turc, sur la Syrie. Téhéran vient d'ouvrir un consulat à Alep, la grande ville du nord du pays. Quant à la Turquie, elle cogère à distance la région d'Idlib, où 13 000 de ses soldats sont stationnés. Mais entre ses soutiens russe et iranien, Assad a aussi besoin de l'argent du Golfe, tant le coût de la guerre est gigantesque: 1 000 milliards d'euros, selon l'ONG **World Vision**. Prix exorbitant d'une victoire à la Pyrrhus pour Bachar el-Assad.

Submit Comment Politica di presentazione